

« QUI VEUT PERDRE DES MILLIARDS ? »

Voilà le « jeu » favori des patrons du Groupe tous les 7 ans !

2006 : Charles Milhaud proclame l'indépendance des Caisses d'Épargne. Et tous les dirigeants se félicitent : le partenariat avec la Caisse des Dépôts a vécu. Coût de l'opération : **7 milliards d'euros**.



A ce moment, la CFDT dénonce cette stratégie et annonce que cela va nous conduire à :

- ✓ la banalisation du Groupe (c'est effectif depuis fin 2008),
- ✓ la banalisation du livret A (fait depuis le 1er janvier),
- ✓ l'accélération des fusions de Caisses et de la mutualisation de back-office (en cours),
- ✓ de graves conséquences financières pour chaque entreprise du Groupe (sans commentaire !),
- ✓ de graves conséquences sociales immédiates comme terme (4500 suppressions d'emplois annoncées puis « suspendues », Plan de Sauvegarde de l'Emploi en cours dans des Caisses).

2009 : après trois ans « d'indépendance », les dirigeants du Groupe peuvent être fiers de leur résultat : **2 milliards de pertes !**

Du jamais vu depuis 1818 date de création de la première Caisse d'Épargne.

Piteux, ils en appellent à l'État qui accorde un prêt de **5 milliards** (après 2 milliards en décembre) moyennant son retour dans la « gouvernance ». Qui dit prêt dit intérêts : le taux serait de 10% l'an ! Fin de « l'indépendance » ? Non, les dirigeants du Groupe ont décidé que nous allons tout rembourser dans les 3 ans (5 ans maxi). Coût de l'opération : **7 milliards**. Bis repetita.

Avec la conjoncture actuelle, difficile d'imaginer que ce sont les résultats de Natixis ou des filiales immobilières qui vont permettre au Groupe d'atteindre ce montant.

Alors, **qui va payer ?** Le Personnel ? Les clients ? La collectivité ? Les trois ?

Pour la CFDT, **les responsables doivent être les payeurs**, à commencer par Charles MILHAUD qui coule toujours des jours heureux à la Présidence de la filiale OCEOR !

Quelle que soit l'entreprise du Groupe dans laquelle il travaille, **le Personnel n'a pas démérité. Bien au contraire, il a dû fournir toujours plus d'efforts pour « payer » la catastrophique stratégie de croissance des dirigeants.**

Et ce aux dépens :

- ✓ de la qualité de service et de conseil à la clientèle,
- ✓ des conditions de travail (pression commerciale continuellement accrue, augmentation du temps de travail et dépassements d'horaires non reconnus, etc.),
- ✓ du maintien du pouvoir d'achat,
- ✓ du maintien de l'emploi,
- ✓ de la pérennité même de l'entreprise.

Et cette liste est loin d'être exhaustive !

Maintenant ça suffit.

La mobilisation de toutes et tous est plus que jamais à l'ordre du jour pour :

- ✓ garantir la pérennité de nos entreprises et de nos emplois, enjeu prioritaire,
- ✓ faire reconnaître nos droits,
- ✓ obtenir notre dû.

Le secrétariat national CFDT Caisses d'Épargne